

## PRÉFET DU VAR

PRÉFECTURE  
DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'environnement et du développement durable  
PC

**23 DEC. 2019**

Toulon, le

Arrêté préfectoral portant mise en demeure de la société ENVISAN FRANCE exploitant des installations de traitement de déchets non dangereux et non inertes à La Seyne-sur-Mer,

Le préfet du Var  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L171-6, L171-8, L172-1, L 511-1, L514-5 et R.515-58 à 84 ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT), parue au journal officiel de l'union européenne le 17 août 2018 ;

Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019/26/MCI du 10 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2013, modifié par l'arrêté complémentaire du 30 mars 2016, portant autorisation d'exploiter un centre de production d'éco-matériaux (CPEM), par la société ENVISAN FRANCE, situé zone industrielle et portuaire (ZIP) de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer ;

Vu le rapport du 25 novembre 2019 établi par l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu la communication à l'exploitant, par lettre 29 novembre 2019, du rapport visé supra, valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant en réponse à la lettre du 29 novembre 2019 ;

Considérant que les activités de traitement de déchets de la société ENVISAN FRANCE relèvent notamment de la rubrique IED principale 3532 et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT) ;

Considérant que l'article R515-71-I du code de l'environnement stipule que l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à sa rubrique IED principale, en vue du réexamen prévu à l'article R515-70 ;

Considérant que l'exploitant reconnaît avoir omis de transmettre au préfet son dossier de réexamen conformément à la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 ;

Considérant qu'il s'agit d'un manquement aux dispositions de l'article R515-71-I du code de l'environnement et qu'il convient de faire application de son article L171-8 en mettant en demeure la société ENVISAN FRANCE de les respecter ;

Considérant que la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement nécessite une mise à jour de prescriptions applicables aux installations de la société ENVISAN FRANCE, au regard des meilleures techniques disponibles, afin que l'impact environnemental des activités de l'établissement soit réduit à son plus bas niveau possible ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société ENVISAN FRANCE, exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux non inertes, située 795, avenue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française, ZIP de Brégaillon, à La Seyne-sur-Mer (83500), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R515-71-I du code de l'environnement en adressant au préfet du Var son dossier de réexamen, en application de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera notifiée à la société ENVISAN FRANCE en sa qualité d'exploitant. En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

### **Article 4**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de Toulon :

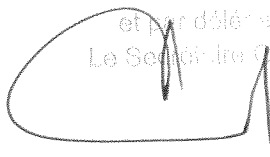
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;
- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le lien [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois ; ce recours administratif prolonge de deux mois le délai ci-dessus mentionné.

### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au maire de La Seyne-sur-Mer.

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Serge JACOB